

Résumés

Dietrich Beyrau, Les généraux de la Wehrmacht devant les tribunaux soviétiques. La justice soviétique face aux crimes de guerre nazis

Cet article s'appuie sur des documents allemands et russes concernant les actions en justice pour crimes de guerre entreprises par les Soviétiques contre des généraux de la Wehrmacht. L'auteur interroge de cette façon l'initiative soviétique d'inscrire la guerre d'agression comme un crime dans le droit international. Il s'agit alors aussi bien d'analyser l'approche soviétique de cette problématique en termes politiques et tactiques, que le traitement juridique des crimes de guerre. L'étude porte également sur les procédures non publiques, et la façon dont la justice soviétique aborde des crimes de guerre commis sous le commandement des généraux de la Wehrmacht qui sont accusés. Cette problématique est comparée aux procédures analogues engagées par les tribunaux militaires britanniques et américains contre des généraux japonais et allemands à Nuremberg, et dans ce qu'on appelle les « procès successeurs ». L'auteur étudie enfin et surtout la façon dont se comportent les généraux de la Wehrmacht accusés face à la pression de procédures non publiques aux règles opaques.

Sebastian Fahner, Bâtir la démocratie sur la représentation des nations. Le mouvement social-démocrate pour le droit de vote sous la monarchie des Habsbourg, 1897–1907

Cet article analyse la façon dont le mouvement social-démocrate pour le droit de vote sous la monarchie des Habsbourg a utilisé les nations comme des références, dont il examine également quelle a été leur dynamique propre. Cette étude se concentre sur la section allemande du Parti ouvrier social-démocrate (SDAP) depuis son entrée à la Chambre des députés en 1897 jusqu'aux premières élections au suffrage universel masculin en 1907. À partir de 1899, le SDAP appelait à la refondation de l'Empire en une « fédération démocratique de nationalités ». Le SDAP s'attendait ainsi à ce que la démocratisation conduise mécaniquement à atténuer les conflits entre les nations. La réforme électorale a toutefois exacerbé les conflits nationaux au sein du SDAP. Cela a mis en évidence un problème fondamental du modèle de réforme proposé par les sociaux-démocrates : concevoir les nations comme porteuses de la souveraineté démocratique. Le parti a en conséquence appuyé ses appels à ce que la classe ouvrière participe à la vie politique en invoquant le droit à une représentation nationale : la sociale-démocratie austro-allemande s'est présentée comme dépositaire de la culture allemande sous la monarchie des Habsbourg, se démarquant ainsi de l'État autrichien jugé rétrograde, et des mouvements de chrétiens-socialistes et nationalistes allemands. L'intrication étroite entre démocratisation et autonomie nationale transforma l'identification nationale des candidats aux élections en une catégorie pertinente et controversée.

Jan de Graaf, Participer ou représenter ? Les notables locaux des partis et les origines de la stratégie politique du consensus en Europe occidentale

Cet article se propose d'apporter un regard nouveau sur l'articulation entre participation et représentation au cours de la période du « consensus d'après-guerre ». On a souvent affirmé que la politique du consensus menée par les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates après la Seconde Guerre mondiale s'expliquait par les leçons tragiques de l'entre-deux-guerres et l'atmosphère anticomuniste de la Guerre froide. Cet article remet en question ce récit en montrant que l'élément moteur de la stratégie politique de consensus émanait des notables locaux des partis, qui, après la libération, avaient perdu confiance dans leurs propres membres. De cette manière, l'article apporte un éclairage nouveau sur trois hypothèses fondamentales concernant le rôle des « partis de masse » au cours du consensus d'après-guerre. Premièrement, il remet en question l'idée largement répandue selon laquelle l'après-guerre a été un « âge d'or » des appareils de parti comme moyens de représentation du peuple. Deuxièmement, il se penche sur la confiance réciproque entre la base et les élites supposée être caractéristique de la façon de participer et de représenter au cours de la période du consensus d'après-guerre. Troisièmement, il réévalue à quel point le parti de masse a joué le rôle de catalyseur à ce que participent et soient représentées les personnes déçues par le consensus d'après-guerre. Pour étayer ces arguments, l'article analyse un large éventail de pays européens durant l'après-guerre, en se focalisant sur la Belgique, la France, l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie.

Pasi Ihalainen, Légitimer la démocratie représentative par la « participation ». Le Conseil fédéral allemand au prisme du contexte au nord-ouest de l'Europe depuis 1968

La signification du terme « démocratie » s'est considérablement étendue depuis les années 1970, la démocratie devenant un super-concept qui englobe tout, bien qu'elle reste contestée et en constante évolution. Au début du XXI^e siècle, le terme de « participation » est presque devenu un synonyme de démocratie. L'analyse de ces transformations conceptuelles requiert d'adopter des approches comparatives sur de longues périodes, pour aller au-delà des récits historiques nationaux et des enjeux proprement actuels. Cet article explore l'évolution des critères permettant d'identifier la forme représentative de la démocratie, en commençant par la situation d'après-guerre, puis en passant en revue les changements postérieurs à 1968, pour se concentrer enfin sur les transformations majeures depuis la fin des années 1990. Il prend comme cas empirique le *Bundestag* de la République fédérale d'Allemagne en le comparant au nord-ouest de l'Europe. La numérisation des débats parlementaires permet de construire un réseau analytique combinant histoire conceptuelle quantitative et qualitative qui révèle la façon dont le concept de démocratie a évolué de manière synchrone au sein des parlements de plusieurs pays, traduisant des tendances transnationales. Depuis les années 1990, ces parlements ont cherché à répondre en même temps aux défis posés par la communication numérique, l'intégration européenne et les discours dévoyant de la démocratie.

Au début des années 2000, il s'est dégagé un quasi-consensus sur la nécessité de développer la participation à la démocratie représentative afin de renforcer sa légitimité. Ce consensus soulignait la responsabilité des députés envers l'électorat, et l'importance d'inclure la société civile de façon synergique. Dans le discours tenu au sein du parlement allemand, démocratie directe et démocratie participative sont restées sémantiquement amalgamées, tandis que « démocratie » et « société civile » ont sans cesse été plus étroitement associées. Les députés allemands ont redéfini la démocratie représentative à travers un discours protéiforme sur la participation citoyenne sans pour autant modifier la Constitution. Ce consensus a toutefois disparu à la fin des années 2010, une polarisation des partis émergeant sur l'intérêt véritable à mettre en œuvre une démocratie directe. Bien que la forme de participation adoptée par l'extrême droite a été d'appeler à des référendums et que les autres partis ont à nouveau souligné dans leur discours l'importance du système représentatif, la participation est restée un synonyme de démocratie auquel personne n'a pu s'opposer.

Harm Kaal/Solange Ploeg, Télévision : salle de classe ou parlement parallèle ? Éducation politique et participation politique dans les programmes télévisés néerlandais au cours de la longue décennie 1960

Cet article analyse la relation entre participation et représentation dans la culture politique néerlandaise d'après-guerre. À travers le prisme des programmes télévisés néerlandais, nous explorons la tension entre ces deux concepts dans la mesure où elle suit une dynamique inhérente aux théories normatives autant de la démocratie que du système médiatique. Notre questionnement consiste essentiellement à déterminer la façon dont les programmes télévisés néerlandais consacrés à la politique ont reflété et façonné les conceptions de la démocratie tout au long des années 1960. Nous nous concentrons plus particulièrement sur la chaîne néerlandaise NTS, prétendument « neutre ». Cette étude de cas démontre de quelle façon, tout au long des années 1960, l'idée que cette chaîne se faisait de sa responsabilité envers le public est fortement restée façonnée par une conception « formelle » de la démocratie, mettant en avant que son rôle consistait à éduquer le public.

Ariane Leendertz, Gouverner au-delà de la sphère politique publique. Une arène parallèle aux pouvoirs exécutifs de l'État fédéral démocratique allemand

En 1948/1949, les membres du Conseil parlementaire ont eu un débat long et mouvementé concernant la création d'une « deuxième chambre » législative et ont finalement opté pour le Conseil fédéral (*Bundesrat*). L'alternative qui n'a pas été retenue consistait à créer un sénat dont les membres auraient été élus par les parlements des régions. Cette décision a eu d'importantes conséquences sur le développement ultérieur de l'État fédéral démocratique en Allemagne. Elle a consolidé la tradition d'un exécutif fédéral, qui n'a pas répondu aux impératifs de transparence d'une structure démocratique, et a rendu plus difficile aux citoyennes

et aux citoyens de comprendre les processus décisionnels et d'attribuer des responsabilités politiques. La décision de créer le Conseil fédéral a été le point de départ de l'extension d'une arène d'action politique presque équivalente, où les exécutifs fédéraux et régionaux opéraient largement à l'abri du regard du public, ainsi que du contrôle parlementaire. Cette arène parallèle des pouvoirs exécutifs se compose, aujourd'hui encore, de centaines d'instances de coopération et de décision, qui sont pour la plupart informelles, peu connues du grand public, et se trouvent en général dans l'angle mort de la recherche universitaire. On compte parmi les institutions particulièrement importantes les nombreuses conférences ministérielles spéciales, la conférence des ministres-présidents fondée en 1954, et les réunions régulières du chancelier fédéral avec les chefs de gouvernement des régions, qui font partie intégrante de la pratique politique depuis le mandat de Ludwig Erhard.

Anton Liavitski, Entre diversité politique et unité des intérêts. Le processus de démocratisation et la crise de la représentation en Biélorussie, 1990–1995

L'objectif de cet article est d'analyser la relation entre l'idéal de pluralisme idéologique et le discours tenu sur la participation et la représentation dans la Biélorussie post-soviétique. En mettant en regard les évolutions politiques à Minsk et celles observées dans les zones rurales périphériques, cette étude explore à la fois le pluralisme réel observable sur le terrain – comme le montrent les résultats des élections au début des années 1990 – et la manière dont, à la même époque, ce pluralisme a été repris et contesté dans le discours politique. Ce faisant, l'article examine la façon dont les segments politiquement engagés de la société ont abordé la logique de participation et, surtout, la signification et la fonction revenant à la représentation politique dans le nouveau système politique. Alors que de nombreux acteurs politiques ont souligné la nécessité de diversité politique et de tolérance mutuelle, le discours politique a souvent révélé des idées et des tendances plus autoritaires. Cela a été particulièrement évident dans la manière de percevoir la crise de la représentation politique. De nombreux acteurs en Biélorussie ont estimé que le parlement et le multipartisme n'étaient pas parvenus à représenter de manière adéquate l'ensemble des intérêts de la société, vidant finalement de son sens la participation des citoyens au système. Bien que cette façon de voir persistait à soutenir l'idéal normatif d'un gouvernement responsable devant le peuple, elle reposait sur une conception homogénéisante des intérêts du peuple, laissant peu de place à un conflit politique légitime. En explorant à la fois la façon dont a été perçue la crise de la représentation et les autres manières de la concevoir, cette étude met en évidence la logique complexe et souvent contradictoire du processus de démocratisation au cours des premières années de l'indépendance biélorusse.

Sebastian Petznick, Le droit d'être entendu. Les mouvements de chômeurs et de contribuables en France au début des années 1930

Cet article analyse les mouvements de contestation locaux apparus en France au cours des années 1930 et s'interroge sur la manière dont les crises économiques peuvent, dans certaines conditions, se transformer en crises politiques. Il se concentre sur l'articulation entre conflits sociaux et revendications politiques de représentation. Les manifestations apparaissent ici comme une forme de participation non institutionnalisée permettant de rendre visible les défaillances du système politique et d'exiger des améliorations. Cette recherche remet en question l'hypothèse généralement admise que crises économiques et crises politiques surviennent nécessairement en parallèle et analyse plutôt les dynamiques concrètes qui ont conféré une dimension politique aux situations de détresse économique. L'analyse se concentre sur deux mouvements de contestation : les *Comités de chômeurs*, principalement soutenus par les ouvriers de l'industrie, et les *Ligues de contribuables*, qui recrutaient principalement au sein de la classe moyenne bourgeoise. Les deux mouvements reliaient des revendications matérielles à une critique fondamentale des rapports de représentation existants. Ils sont étudiés dans deux espaces géographiques spécifiques : la ville industrialisée et socialiste de Lille, dans le Nord, et la ville commerçante et bourgeoise de Bordeaux, dans le Sud-Ouest. L'observation depuis une perspective locale rend visible la façon dont les expériences sociales se sont intriquées à des problématiques de légitimité politique, et ont pu conduire à une remise en cause fondamentale de l'ordre démocratique.

Daniel Schrader, Devoir, délibération, contestation, combat. Ce que signifie élire et être élu dans les journaux provinciaux russes au printemps et à l'été 1917

J'explore la façon dont les libéraux et les socialistes modérés conçoivent la représentation démocratique et la participation dans les journaux provinciaux révolutionnaires russes de mars à octobre 1917. De précédentes recherches ont mis en évidence les contradictions conceptuelles des positions des socialistes modérés, qui prônaient une décentralisation démocratique, tout en attendant des électeurs qu'en temps de guerre, ils fassent passer les besoins de l'État avant leurs intérêts individuels, et qu'ils écoutent les conseils des intellectuels concernant leurs devoirs de citoyens. Compte tenu de ces tensions, j'examine la façon dont elles ont délimité un débat vaste et passionné sur les mécanismes, les droits et les devoirs de la représentation et de la participation électorale. Bien que la presse ait souvent été frustrée des résultats électoraux, il est rare que ses réactions prises dans l'urgence et l'expérimentation les contestent ouvertement. Elles ont plutôt navigué dans le cadre des tensions internes existant (de façon générale) entre les interprétations particularistes et celles homogénéisantes sur la façon dont les intérêts disparates des électeurs peuvent avoir une influence sur ce que le peuple vote lors d'une élection, et se refléter dans les institutions représentatives, puis s'agréger sous forme de dispositions légales. Bien qu'elles n'aient jamais été dépassées avant la prise de pouvoir des bolcheviks, aussi restreintes et expérimentales que soient ces

interprétations de la démocratie, elles n'indiquent pas un retard de développement politique, mais plutôt que les débats sur la participation et la représentation en 1917 s'inscrivent précisément dans le courant général de l'expérimentation démocratique d'entre-deux-guerres définie par l'urgence de démocratie et sa plus grande vulnérabilité.

Moritz Sorg, « L'un des nôtres ». La mutation représentative de la monarchie européenne pendant la Première Guerre mondiale : prélude à un siècle de représentation descriptive ?

La représentation est un concept central dans la recherche sur la démocratie. Cependant, d'un point de vue historique, ce concept est étroitement lié non seulement aux républiques démocratiques, mais aussi à d'autres formes d'État, telles que la monarchie. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, face au changement fonctionnel de la monarchie européenne qui se dessinait à cette époque, les intellectuels se sont penchés avec attention sur la relation entre la royauté et la représentation, en utilisant par exemple le terme largement répandu de « monarchie représentative ». En parallèle, la légitimation et la représentation du pouvoir monarchique au cours du XIX^e siècle a de plus en plus reposé sur des critères de participation. S'appuyant sur Hanna F. Pitkin, cet article s'inscrit dans la continuité d'une conception de la représentation étendue aux aspects symboliques et performatifs, et met en évidence, à partir de l'exemple des monarques européens des XIX^e et XX^e siècles, que le modèle représentatif connaît une mutation fondamentale. L'article expose brièvement ces processus d'adaptation de la monarchie à l'importance grandissante accordée dans la société à la participation et à la représentativité descriptive, et détermine ainsi que la Première Guerre mondiale est un tournant décisif. Compte tenu des innombrables victimes de la Guerre mondiale, le prestige et la gloire de la monarchie ont perdu entre 1914 et 1918 de leur pouvoir de persuasion. Elles ont été remplacées par la normalisation et la nationalisation des mises en scène monarchiques, déjà amorcées au XIX^e siècle, et grâce auxquelles les monarques devaient désormais apparaître comme « l'un des nôtres », c'est-à-dire comme des personnes issues du peuple. C'est une mutation dans la représentation qui a fondamentalement changé l'image que la monarchie produit d'elle-même et la façon dont elle est perçue et, comme l'article le soumet à la discussion, vaut aussi peut-être en général pour les politiciens et politiciennes du XX^e siècle.

Caner Tekin, Participation politique des migrants et des migrantes. Les luttes pour la reconnaissance et les débats entre auto-organisation, conseils consultatifs des étrangers, villes et syndicats en Hesse

La lutte des communautés de migrants et de migrantes en République fédérale d'Allemagne pour obtenir des droits démocratiques n'a généralement été abordée que de manière marginale dans la recherche sur l'histoire de la migration. Cet article soutient que leur lutte contre le manque de représentation démocratique a conduit, dans le meilleur des cas, à des discussions ouvertes dans les syndicats et

les communes. Dans les années 1970, les travailleuses et travailleurs migrants ont principalement été intégrés politiquement par le biais de l'auto-organisation et des syndicats. Avec la création des « conseils consultatifs des étrangers » municipaux (*Ausländerbeiräte*), les premières représentations au niveau communal ont vu le jour, mais leur efficacité était limitée et leur pertinence politique controversée. Dans le cas du droit de vote aux élections municipales, le débat sur la participation démocratique s'est principalement déroulé jusqu'à la fin des années 1980 entre les syndicats, les organisations autonomes et les conseils consultatifs des étrangers. Partant des luttes pour les droits démocratiques dans la région de Hesse, cet article analyse la lutte pour le droit de vote aux élections municipales et son interaction avec les syndicats et les conseils consultatifs des étrangers au cours de la période qui a suivie l'interruption des recrutements jusqu'à la fin des années 1980. Il explore deux questions : comment les migrants ont-ils lutté au sein d'associations autonomes et de syndicats pour obtenir le droit de vote aux élections municipales, et comment cela a-t-il influencé la politique syndicale au niveau local et fédéral ? Comment la lutte pour le droit de vote aux élections municipales s'est-elle déroulée avec les conseils consultatifs des étrangers ? À cette fin, l'article traite de la lutte pour le droit de vote aux élections municipales menée par les associations de migrants et de migrantes, de la lutte menée dans le cadre des organisations syndicales locales et au sein du collectif de travail réunissant les conseils consultatifs des étrangers de Hesse et ceux représentant les conseils consultatifs municipaux au niveau régional.

Katharina Thielen, « Les politiciens rhénans ». Participation et représentation entre aspiration et réalité au début du XIX^e siècle

La période entre la réorganisation de l'Europe lors du Congrès de Vienne en 1815 et les révolutions européennes de 1848/49 est considérée comme une période de transition vers la Restauration. Les formes de participation politique étaient réprimées et les convictions démocratiques étaient punies. Dans l'histoire de la démocratie, les provinces prussiennes situées à l'ouest de la monarchie des Hohenzollern restent souvent dans l'ombre de leurs voisins du sud de l'Allemagne. Pourtant, près de 20 ans d'expérience du système politique français (1794–1815) avaient conduit à des changements fondamentaux dans tous les domaines de la société, de Clèves au nord jusqu'à Sarrebruck au sud ; des bouleversements qui ne purent être anéantis après la prise de contrôle de ces territoires par le roi de Prusse. La préservation et la défense des droits et libertés récemment acquis devinrent l'objectif d'une élite de notables intéressés par la propriété et l'efficacité, qui se considéraient comme représentants légitimes de la population, et se présentaient comme les « politiciens rhénans ». Ils justifiaient leurs revendications de participation à partir de formes de représentation rencontrées lors de la domination française, et mobilisées en Prusse de manière stratégique : la sphère publique, le bien commun, la région, la nation et les idéaux de liberté et d'égalité des citoyens. L'utilisation de ces concepts historiques et politiques fondamentaux offrait la possibilité d'imposer des changements au sein de l'État prussien malgré, ou précisément en raison de, ses structures politiques répressives. S'appuyant sur des recherches récentes en histoire politique et

administrative, cet article met en évidence la tension dans l'interdépendance entre participation et représentation qui apparaît dans les sièges du gouvernement de la province rhénane prussienne. Au premier plan se trouvent les formes de contestation qui mettent à l'épreuve autant les acceptions universelles de la participation que la nature sociale de ses problématiques.

Naima Tiné, Entre révolution et reproduction. KPD et syndicats en lutte pour incorporer les femmes prolétaires

En 1923, la République de Weimar est secouée par une crise économique. L'hyperinflation provoque une hausse fulgurante de la mortalité infantile, du chômage et de la malnutrition. Tous les jours ont aussi lieu des manifestations et des grèves, en particulier en Saxe. Dans ce contexte, tout à la fois tendu et décisif, différentes conceptions émergent concernant ce qui caractérise une organisation réussie. Ceci impliqua notamment que les acteurs politiques perçoivent les femmes comme de potentielles alliées politiques. Cet article examine les raisons pour lesquelles, ni le Parti Communiste d'Allemagne (*Kommunistische Partei Deutschlands*, KPD), ni le Syndicat Allemand des Ouvriers du Textile (*Deutscher Textilarbeiterverband*, DTAV) ne sont parvenus au cours de l'hyperinflation à organiser durablement les femmes prolétaires. Bien que l'industrie textile saxonne était en grande partie composée de main d'œuvre féminine, le parti et le syndicat sont restés dominés par les hommes. Tous deux se sont efforcés de rallier les ouvrières en abordant des thèmes liés à la politique reproductive, tels que la grossesse et la maternité. Alors que le KPD misait sur l'intégration des femmes dans la lutte de classe, le DTAV se concentra sur ce que leur genre impliquait comme changements pour les défendre. Aucune de ces approches ne correspondait à la réalité vécue par les ouvrières. Aucune de ces organisations ne les a suffisamment représentées, ni impliquées dans les processus décisionnels. De nombreuses femmes se sont détournées autant du parti que du syndicat et ont préféré recourir à des formes de contestation spontanées et alternatives, comme les grèves sauvages et les soulèvements locaux. L'article soutient qu'en agissant de la sorte, les femmes se sont placées en marge des structures hiérarchiques établies, se soustrayant ainsi de toute emprise politique. Les mouvements de contestation des ouvrières du textile montrent la façon dont les questions de reproduction peuvent devenir partie intégrante de l'économie politique – et à quel point les organisations politiques étaient peu préparées à la propension des femmes à déterminer par elles-mêmes leurs pratiques politiques.

Benjamin Ziemann, La grève de janvier 1918 : une répétition générale de la Révolution de novembre ?

À partir du 28 janvier 1918, environ 530 000 ouvriers des industries se mettent en grève, dans pas moins de 69 villes et agglomérations allemandes. La grève avait été préparée par le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD), qui s'était engagé lors de la troisième conférence de Zimmerwald des partis socialistes d'oppo-

sition en septembre 1917 à Stockholm à agir de façon concertée pour parvenir à la paix par des mouvements de masse. À Berlin, les « Délégués révolutionnaires » – des délégués ralliés à l'USPD et membres de l'opposition dans le Syndicat allemand des métallurgistes (DMV) – étaient chargés de préparer la grève. Il ne s'agissait au départ que d'une « grève de démonstration de force » de trois jours visant à faire pression sur le gouvernement allemand. Bien que ce soit l'USPD qui avait planifié et préparé la grève, il n'était pas en mesure de la mener seul à bien. Lors du premier jour de grève à Berlin, rien que 87 000 travailleurs ne se présentèrent pas sur leur lieu de travail. La participation augmenta seulement lorsque les quelque 400 Délégués d'usine, réunis dans l'après-midi du 28 janvier, désignèrent à une large majorité à la direction de la grève trois sociaux-démocrates de la majorité, dont Friedrich Ebert, aux côtés de trois représentants de l'USPD. Dans de nombreux bastions de l'USPD, notamment à Stuttgart, Brunswick et Francfort-sur-le-Main, la grève n'eut pas lieu, ou ne fut suivie que par un petit nombre. Les Délégués révolutionnaires et les représentants de l'aile gauche de l'USPD décidèrent de poursuivre la grève et d'essayer de la transformer en grève générale pour la paix. Toutefois, le gouvernement du Reich refusa catégoriquement de discuter avec les représentants des travailleurs du comité d'action désigné à la tête de la grève. Le 3 février, les Délégués révolutionnaires mirent fin à la grève.

